

N°1446

du 08
Juin
2021



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

PAUVRETE

P.4

OBJECTIF "FAIM ZERO" AU TOGO

Le PAM va s'appuyer sur des organisations locales

COVID-19

P.4

LIMITES DES MECANISMES DEPLOYES A L'INTERNATIONAL

La tribune cosignée par Faure Gnassingbé

DEVELOPPEMENT

P.3

OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Les acteurs envisagent de varier le flux de financement pour les réaliser

FILETS SOCIAUX

P.7

LE PROJET FSB

déparasite élèves, mamans cantines, et enseignants dans les Savanes

P. 3

ALERTE

UN FOYER DE GRIPPE AVIAIRE découvert à Djagblé-Klémé



L'opération de destruction

...Des mesures ont donc rapidement été prises, notamment l'incinération de toutes les bandes de volailles et le suivi des éleveurs pour circonscrire le foyer de contamination.

Le FAIEJ informe tous les aviculteurs d'adopter les mesures préventives suivantes : limiter les visites ; éviter l'introduction des nouveaux animaux dans leur cheptel ; désinfecter régulièrement les matériels, le pourtour du poulailler et de la ferme ; éviter le partage des matériels d'élevage ou d'ingrédients entre éleveurs ou avec d'autres acteurs ; éviter de se serrer les mains et respecter les mesures de distanciation sociale dans les provenderies ; informer les vétérinaires, les zootechniciens ou la Direction de l'élevage en cas d'apparition d'un signe étrange ou de mortalité massive...

P.3

LE LOME DATA CENTRE

mis en service pour héberger les données
de l'Etat togolais et des entreprises

Concours

Fête de la musique 2021 : L'IFT lance un concours de chant

Pour la seconde année consécutive, l'Institut français du Togo (IFT) va "fêter la musique" avec une opération "découverte de talents 100% en ligne", en vue d'offrir plus de visibilité à des jeunes artistes résidant au Togo. Tout style musical est accepté.

Musiciens amateurs et/ou professionnels sont concernés par ce concours. Il suffit juste d'envoyer une chanson de sa propre composition accompagnée d'un instrument du choix propre du candidat du 1er au 16 juin 2021.

Quinze vidéos seront sélectionnées et diffusées le 21 juin 2021 de 10h à 15h sur la page Facebook de l'Institut Français du Togo.

L'artiste de la vidéo ayant reçu le plus

d'engagement (likes, commentaires, partages) entre le 21 et le 28 juin gagne un concert live dans les jardins de l'Institut français du Togo au dernier trimestre 2021.

Règlement

La vidéo ne doit pas avoir été montée ou retouchée. La vidéo de l'interprétation doit avoir une durée de 3 minutes maximum ; avoir été tournée après mars 2021 ; avoir une qualité correcte et suffisante pour diffusion sur les réseaux sociaux. La vidéo peut être réalisée à l'aide d'un smartphone ou tout autre appareil et doit être envoyée avant le 16 juin 2021, 23h59 via WeTransfer à l'adresse: fetedelamusique@institutfrancais-togo.com.



Le courriel doit indiquer le nom/prénom ou nom d'artiste/groupe, numéro de téléphone, réseaux sociaux, la ville de résidence du candidat ainsi que le titre de votre composition. En envoyant

la vidéo, vous donnez le droit exclusif à l'Institut français du Togo de l'exploiter sur ses réseaux sociaux dans le cadre de la célébration de la fête de la musique 2021.

Nécrologie

Le chanteur togolais Achi Déba est décédé

Le chanteur togolais de la salsa Achi Déba est décédé le 6 juin dernier, des sources proches de la famille. Il serait mort des suites d'une longue maladie. Il était revenu sur la scène en 2010, après plus d'une décennie d'absence, en faisant une prestation d'enfer sur l'esplanade du Centre aéré du Centre régional de formation en entretien routier (Cerfer). Il y présentait à la presse, son nouveau bébé musical, composé de dix titres dont "Kanzo", "Dou vidé ma dou vidé", "Injustice va t'en", "Togo Mouso", "To gnawo", sans oublier "Mitro djimé". L'album était produit par le studio "All That production" à Lomé ; avec un arrangement de Carlos Danklou.

Achi Déba a débuté sa carrière en 1971 comme apprenti guitariste. En Décembre 1975, il fait sa première prestation au sein du groupe de l'Orchestre Zinaria de Sokodé en qualité de guitariste accompagnateur bassiste suppléant. De 1981 à 1983, il exerce comme guitariste soliste et chef du groupe musical du Collège Ora & Labora à Lomé où en janvier 1984, il compose et interprète son premier morceau intitulé "Kaba-Kaba". En juillet 1984, il est distingué 2ème Prix au festival de la chanson Artista 2000 au Centre culturel français de Lomé. En 1987, il se verra encouragé par le 1er Prix de musique organisée dans 11 Etats africains par la Ban-



que Internationale de l'Afrique de l'Ouest (Biao) sur le plan national avec "Pauvreté est maladie" dont Agboti Yao rem-

porta le 2ème Prix.

Il avait à son actif trois albums, dont "Satisfecit", "Soleil" et "Madjikito"

Livre / États-Unis

Un État légalise le droit de prêt numérique en bibliothèque

L'État du Maryland, à l'est des États-Unis, est devenu le premier pays à prévoir un droit de prêt numérique en bibliothèque. Cette loi oblige ainsi les éditeurs à proposer aux établissements des licences et des tarifs similaires à ceux constatés dans le commerce, auprès des particuliers.

Les bibliothécaires de l'État du Maryland se félicitent d'une législation historique, la première de ce genre aux États-

Unis. La nouvelle loi, désignée sous l'appellation Maryland House Bill 518, oblige en effet les éditeurs à proposer des conditions "raisonnables" aux bibliothèques, lorsque celles-ci souhaitent proposer leurs ouvrages au prêt.

Cette loi concerne les bibliothèques publiques, mais aussi les bibliothèques universitaires, et porte tant sur les livres numériques que sur les livres audio numériques.

Si les tarifications des licences de prêt sont ainsi encadrées, il restera possible, pour les éditeurs, de définir certains paramètres. Par exemple, la possibilité de prêts simultanés ou non, la durée d'un prêt à un usager, ou encore le recours à des mesures techniques de protection pour garantir que le fichier prêt ne sera pas piraté ou copié sans autorisation.

Enfin, les éditeurs devront proposer aux bibliothèques du Maryland les ouvra-

ges numériques en prêt le jour même de leur mise en vente auprès des consommateurs.

Aux États-Unis, en mai dernier, la firme Amazon, qui interdisait pour sa part le prêt de livres numériques et audio publiés par ses soins dans les bibliothèques, avait fait volte-face, signant un accord qualifié d'historique avec les représentants des bibliothécaires.

Adaptation

La série Geronimo Stilton diffusée sur les écrans du monde entier, ou presque

Série adaptée des livres éponymes d'Elisabetta Dami, Geronimo Stilton sera diffusée dans de nouveaux pays suite à la signature de nouveaux contrats entre Superights, société de distribution internationale, et plusieurs autres diffuseurs internationaux.

Connue pour de nombreuses séries à succès telles que Paf le Chien, La Petite École d'Hélène, Geronimo Stilton, Puffin Rock ou encore L'imagerie animée de Koumi, Superights est une société de distribution internationale de programmes destinés aux enfants et à la famille. La société a annoncé la signature de nouvelles ventes pour la série Geronimo Stilton (78 épisodes de 26 minutes) produite par Atlantica et Superprod.

Atlantica Entertainment est une société de divertissement transmédia regroupant les divisions Production & Distribution, Licences, Édition, Vente de droits à l'étranger et Atlantica Live. La société est très reconnue pour la gestion des droits de propriété intellectuelle des



marques Geronimo Stilton, Bat Pat et Berry Bees et de toutes les franchises qui y sont liées.

Série comportant au total 3 saisons de 26 épisodes de 26 minutes, soit un total de 78 épisodes, Geronimo Stilton raconte les histoires trépidantes du célèbre journaliste de New Mouse City. Basés sur une idée originale d'Elisabetta Dami, Geronimo et Ben, son neveu, ne manquent jamais un

scoop. Prêts à tout pour découvrir de nouvelles informations, leurs recherches les entraînent souvent dans d'incroyables aventures, parfois même dangereuses...

Adaptée de la série de livres éponymes déjà publiés dans 150 pays, la série continue son tour du monde avec de nouveaux contrats signés récemment : Edye, la plateforme en espagnol neutre d'HITN a acheté les droits SVOD

pour les États-Unis hispaniques ainsi que pour l'Amérique latine. Le diffuseur public Knowledge Network, au Canada, a acquis les droits linéaires et non linéaires de la saison 1, succédant aux saisons 2 et 3 précédemment achetées. En Afrique, c'est à la chaîne ivoirienne RTI que les droits de diffusion gratuite ont été vendus.

Parmi les nouveautés du catalogue Superights, on trouve Anna & ses amis (78 épisodes de 7 minutes), série adaptée de la bande-dessinée Anna et Froga d'Anouck Ricard, actuellement en production pour France Télévisions. Mais aussi Les Blagues de Toto (52 épisodes de 13 minutes) qui reprend les aventures du célèbre personnage de Thierry Coppée, produit pour M6 par Superprod, Atmosphere Media, Digital Graphics et Planeta Junior, ou encore Patamuse (60 épisodes de 4 minutes 30), inspirée des aventures des personnages des livres éponymes d'Anne Kalicky.

AZIMUTS INFOS

Comment expliquer les témoignages d'Ovnis ?

Des milliers de témoignages d'objets volants non identifiés affluent chaque jour. Mais, loin de constituer une preuve de l'existence d'extraterrestres, ces observations relèvent bien souvent d'une explication bien plus terre à terre.

Mystérieux objets filant dans le ciel, flashes lumineux, boules orange qui virevoltent en escadron... Chaque année, le Groupe d'études et d'informations sur les phénomènes aérospatiaux non identifiés (Geipan), rattaché au Cnes (Centre national d'études spatiales), enregistre plus de 200 témoignages d'objets volants non identifiés (Ovni). Le Mutual UFO Network (Mufon), l'un des principaux organismes d'enquête sur les ovnis aux États-Unis, a, quant à lui, enregistré 3.800 cas entre janvier et fin septembre 2020.

Nuage, avions et lanternes magiques

La plupart du temps, ces phénomènes sont pourtant parfaitement explicables. Insectes pris dans la lumière d'un lampadaire, nuage lenticulaire, aurore boréale, avion furtif, essai de missile, lanterne magique ou ballon... La plupart des cas reposent sur des témoignages uniques de personnes qui, bien que sincères, ne sont pas aptes à distinguer un avion d'une soucoupe volante. "Très peu de cas impliquent des phénomènes qui pourraient surprendre un observateur un peu averti", confirme au site Astronomy Steve Hudgeons, directeur international des enquêtes au Mutual UFO Network.

Si les témoignages reposaient autrefois principalement sur les souvenirs des témoins, c'est-à-dire sujets à des "reconstitutions", les observations s'additionnent aujourd'hui souvent d'images prises avec un téléphone portable. Or, ces derniers peuvent eux-mêmes engendrer des confusions, car ils n'ont pas d'obturateur mécanique. "Les oiseaux deviennent des vaisseaux extraterrestres en forme de cigare et les insectes des ovnis hypersoniques parce que les gens ne se rendent pas compte qu'ils volent juste en face de l'objectif de l'appareil photo", ironise l'astronome Seth Chostak. Il y a aussi de plus de plus de satellites visibles, à l'instar de la constellation Starlink qui en compte déjà plus de 1.200.

2 % des observations d'Ovni restent inexplicables

Le Geipan classe les témoignages de A à D2 en fonction de leur étrangeté et la consistance.

*59 % des cas sont classés A ou B, c'est-à-dire qu'ils s'expliquent par des méprises ou des erreurs de perception ;

*34 % des observations sont inexploitable et classées C ;

*Environ 7 % des observations restent inexplicables (classées D1 ou D2).

Et encore, "sur les 10 dernières années, le taux d'inexpliqués est plus faible (2 %), car on reçoit plus de témoignages et les outils numériques permettent des enquêtes plus approfondies", explique le Geipan.

Certains témoignages s'avèrent toutefois plus crédibles, notamment quand ils proviennent de pilotes d'avion, un public a priori plus averti. En 2020, le Pentagone a ainsi déclassifié trois vidéos de l'US Navy montrant "des objets volants non identifiés réalisant des manœuvres incompatibles avec les performances de tous les engins volants connus". Mais là encore, cela ne signifie pas qu'on a affaire à des extraterrestres. L'armée américaine n'utilise d'ailleurs pas le terme d'Ovnis, mais celui de Pan (Phénomènes aérospaciaux non-identifiés).



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

ALERTE

UN FOYER DE GRIPPE AVIAIRE découvert à Djagblé-Klémé

Laté Pater

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) informe les jeunes entrepreneurs aviculteurs qu'un foyer de contamination à la grippe aviaire a été identifié dans une ferme. Informé de la survenue d'une morbidité inattendue et d'une mortalité massive dans la ferme d'une promotrice située à Djagblé-Klémé, une équipe de spé-

cialistes du FAIEJ et de la Direction de l'élevage a été dépêchée sur le site. Les diagnostics et l'analyse des échantillons prélevés ont révélé la présence de la grippe aviaire. Des mesures ont donc rapidement été prises, notamment l'incinération de toutes les bandes de volailles et le suivi des éleveurs pour circonscrire le foyer de contamination.

Le FAIEJ informe tous les aviculteurs d'adopter les mesures pré-

ventives suivantes : limiter les visites ; éviter l'introduction des nouveaux animaux dans leur cheptel ; désinfecter régulièrement les matériels, le pourtour du poulailler et de la ferme ; éviter le partage des matériels d'élevage ou d'ingrédients entre éleveurs ou avec d'autres acteurs ; éviter de se serrer les mains et respecter les mesures de distanciation sociale dans les provenances ; informer les vétérinaires, les zootechniciens ou la Direction de l'élevage en cas d'apparition d'un signe étrange ou de mortalité massive.

Il faut noter que la grippe aviaire est une «zoonose» c'est-à-dire une maladie qui se transmet de l'animal à l'homme et vice versa. De même, elle entraîne des pertes économiques majeures à l'entrepreneur concerné.



L'opération de destruction

Pour des données à héberger dans un environnement sécurisé

Le Lomé Data Centre est mis en service

Laté Pater

Lomé, le 4 juin 2021 – Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé à l'inauguration de Lomé Data Centre, le tout premier centre de données de colocation (Carrier Hotel) du Togo certifié Tier III, l'un des niveaux de fiabilité les plus élevés de ce secteur. Soit deux ans et demi après le lancement des travaux. Ce centre va permettre à l'Etat togolais ainsi qu'aux entreprises d'héberger leurs données dans un environnement sécurisé. Il s'agit d'une infrastructure majeure qui s'inscrit dans la vision de faire du digital un levier de croissance économique inclusive et durable et qui cadre parfaitement avec la Feuille de route présidentielle 2020-2025.

Cette infrastructure critique revêt une importance cruciale pour le Togo dans la concrétisation des objectifs de sa stratégie de croissance soutenue par la transformation digitale. Le Gouvernement vise,

entre autres, la mise en place de l'identification biométrique, la dématérialisation des procédures de l'administration et la valorisation des données en continu pour mieux répondre aux attentes de la population. En effet, le succès de ces projets structurants, à composante digitale, identifiés comme prioritaires dans ce programme quinquennal, est tributaire de la mise en place préalable d'un certain nombre de prérequis et d'agréats parmi lesquels, le stockage et la sécurisation des données sensibles.

A cet égard, les choix technologiques sur lesquels repose Lomé Data Centre en termes de normes de fiabilité, de sécurité et de qualité, en fait l'un des plus performants en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'un espace cloisonné ultra-sécurisé, qui abrite et administre des serveurs haut de gamme ainsi que d'autres équipements informatiques. Afin d'être redondant, il dispose d'une autonomie grâce à des solutions de dernière génération en



matière d'équipements d'alimentation en énergie électrique, de refroidissement et climatisation. Lomé Data Centre offre également aux opérateurs économiques, notamment les PME et PMI nationales ainsi qu'aux investisseurs, une alternative crédible et fiable leur permettant non seulement d'accéder à une bande passante internet à très haut débit, mais de réaliser également des économies substantielles au regard de l'investissement lourd en équipements et en ressources humaines qu'exige un

data center privé.

D'un coût global de douze milliards sept cent soixante millions (12 760 000 000) F CFA, financé par un prêt, cette infrastructure est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'Etat togolais et la Banque mondiale dans le cadre du Programme Régional Ouest-Africain de Développement des Infrastructures de Communications (West African Regional Communications Infrastructure Program ou WARCIP).

La cérémonie d'inauguration, à



laquelle ont pris part différentes personnalités politiques et des opérateurs télécoms, a été marquée par trois allocutions, dont celle de Cina Lawson, Ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale qui a relevé que «au fur et à mesure que le Togo se modernise et se digitalise, des plateformes sont créées. Celles-ci doivent être hébergées dans un centre de données sécurisé et fiable. Lomé Data Centre constitue une infrastructure majeure et revêt une importance stratégique,

non seulement au regard de la dynamique de croissance de notre pays, mais aussi comme un puissant levier dans l'atteinte des objectifs de la feuille de route 2020-2025».

Attia Byll, Directrice générale de la Société des Infrastructures Numériques (SIN) a, quant à elle, souligné que «les Data Centres sont des structures incontournables et des centres de connectivité pour toute région ou pays qui souhaite se développer. Dû à son importance stratégique, Lomé Data Centre est un premier élément important de la mise en œuvre de la vision nationale».

La Directrice des Opérations de la Banque mondiale, Mme Coralie Gevers, s'est aussi réjouie de la politique de l'accès au service numérique pour les structures administratives et les entreprises. Elle a félicité le gouvernement togolais pour ses efforts en vue de transformer le Togo en un hub de service numérique qui attirera des investissements, générera des emplois novateurs et rémunérateurs, en particulier pour la jeunesse. «Cet investissement et les réformes que le Togo entreprend depuis quelques années démontrent les forces transformatrices du pays».

A noter que la plateforme de niveau Tier III+ intègre un bâtiment technique comprenant des salles d'hébergement de serveurs informatiques (dont 400 m² pour le secteur privé et 100 m² pour le gouvernement). Elle dispose d'une bande passante internationale suffisante pour une meilleure connectivité.

Réalisation des Objectifs du développement durable (ODD) au Togo

Les acteurs envisagent de varier le flux de financement

Un projet intitulé «Amélioration du financement du développement pour la réalisation des ODD au Togo» veut explorer les conditions de mobilisation de tous les flux de financement potentiels, y compris d'origine privée. Les interventions opérationnelles concerneront le renforcement du dispositif de financement du développement du pays en tenant compte de l'Agenda 2030, notamment pour une utilisation optimum des ressources internes et externes. Pour ce faire, une attention sera accordée aux actions coordonnées de mobilisation des ressources pour

le développement durable, à l'exploration des opportunités de financement et à la mise en place d'un dialogue multipartite sur le financement des priorités nationales de développement impliquant pleinement le secteur privé.

Le projet est financé conjointement par le Fonds pour les Objectifs de développement durable (SDGs Fund), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Doté d'un budget de 2 124 045 dollars (respectivement de 1 000 000 de dollars du Fonds

pour les ODD, 924 045 dollars du Pnud et 200 000 dollars de l'Unicef), le projet est mis en œuvre par le Pnud et l'Unicef. D'ici juin 2022, il va aider à créer les conditions d'une augmentation des ressources pour soutenir le financement des ODD – Objectifs du développement durable (ODD) – ainsi que la nouvelle vision gouvernementale adoptée en octobre 2020 et contenue dans la feuille de route 2025: «Un Togo en paix, une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable».

Le 11 mai dernier, le projet a été

lancé à Lomé par le ministère de la Planification du développement et de la coopération et le Système des Nations unies. Dans son exécution, l'accent sera également mis sur un meilleur alignement de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation (PPBSE). Le but est d'accélérer les cibles des Objectifs de développement durables conformément au principe de ne laisser personne de côté, à travers le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de toutes les parties prenantes de même que le renforcement de la transparence et de la responsabilité, souligne le Pnud.

Particulièrement pour les secteurs de l'agriculture (ODD 1 et 8), de la santé/nutrition (ODD 3 et 1) et de l'éducation (ODD 4), des stratégies spécifiques (intégrées dans la stratégie globale de financement)

seront élaborées pour accroître les financements, y compris innovants, afin d'accélérer le rythme de réalisation de l'Agenda 2030 et mieux contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route 2020-2025. A terme, indique le Système des Nations unies, «le projet devrait atteindre les résultats interdépendants suivants : une stratégie de mobilisation de financements durables, soutenue par un mécanisme institutionnel est élaborée ; les plans, les instruments et les systèmes de planification et de financement sont intégrés ; des ressources privées et publiques pour financer les ODD sont mobilisées et les risques opérationnels et institutionnels sont mieux identifiés».

Les activités préparatoires pour une mise en œuvre efficace du projet ont débuté en juillet 2020, rappelle-t-on.

LIMITES DES MECANISMES DEPLOYES A L'INTERNATIONAL

Covid-19: la tribune cosignée par Faure Gnassingbé

Late Pater

Face à la pandémie, l'Afrique court le risque d'une crise économique et sociale qui impose à l'échelle internationale un investissement massif dans la santé, l'éducation et la lutte contre le changement climatique, affirment Emmanuel Macron (France), Paul Kagame (Rwanda), Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud) et Macky Sall (Sénégal), dans une tribune qui a été cosignée par vingt-sept autres chefs d'Etat, de gouvernement ou de dirigeants d'institutions internationales, dont Faure Gnassingbé (Togo).

Tribune. La pandémie de Covid-19 nous a appris à ne plus prendre à la légère les crises qui éclatent loin de nous. Tout événement, où qu'il se produise, peut affecter l'ensemble de la population mondiale. Voilà pourquoi il est si important de s'attaquer aux répercussions et à l'héritage que la pandémie laisse en Afrique. Si le choc sanitaire y est à ce jour mieux maîtrisé qu'ailleurs, il pourrait cependant y être plus durable, profond et déstabilisateur pour l'ensemble de la planète. En un an, la pandémie a interrompu une dynamique de croissance qui s'était installée depuis vingt-cinq ans, désorganisé des chaînes de valeur et provoqué une recrudescence sans précédent des inégalités et de la pauvreté. Ce n'est pas seulement le continent africain qui risque d'être privé de l'accès à l'émergence, c'est le monde entier qui pourrait perdre un des futurs moteurs de la croissance mondiale.

L'Afrique possède tous les atouts pour surmonter le choc de la pandémie et tirer avec elle le monde entier vers un nouveau cycle de croissance durable : la jeunesse la plus entreprenante et la plus innovante au monde, des ressources naturelles qui peuvent alimenter une base industrielle locale, un projet d'intégration continentale particulièrement ambitieux. Mais l'Afrique ne dispose pas des instruments pour se relever d'un choc aussi massif qu'imprévu.

Limites de la solidarité. Alors que le Fonds monétaire international (FMI) estime que les pays africains auront besoin de 285 milliards de dollars [environ 234 milliards d'euros] de financements additionnels d'ici à 2025, il n'existe ni plan de relance, ni mécanisme de création monétaire en vigueur pour mobiliser de telles ressources. En d'autres termes, alors que d'autres régions entrevoient un relèvement rapide de leurs économies, l'Afrique ne lutte pas à armes égales face à la pandémie et le risque existe qu'une crise économique et sociale ne lui permette pas d'offrir à sa jeunesse les opportunités qu'elle est en droit d'attendre.

La solidarité internationale a été

au rendez-vous et a porté ses fruits dès le début de la pandémie. Par la suspension immédiate du service de la dette par le G20 pour les pays les plus pauvres. Par des aides financières exceptionnelles mises en œuvre par le FMI, la Banque mondiale et les autres bailleurs, y compris européens. Mais les mécanismes sur lesquels nous avons fondé pendant plusieurs décennies cette solidarité trouvent aujourd'hui leurs limites. Ils sont fragilisés à court terme par l'urgence vaccinale et le risque d'une inégalité massive dans l'accès au vaccin. Ils sont fragilisés par le risque d'une grande divergence économique qu'aucun mécanisme d'urgence ne semble en mesure d'enrayer.

C'est pourquoi le moment est venu de nous projeter dans un cadre nouveau, dont l'ambition et l'audace doivent être comparables à celles d'un «new deal». Le premier cas d'application de cette démarche est l'accès aux vaccins. Grâce aux mécanismes Covax et Avatt [African Vaccine Acquisition Task Team], des centaines de millions de doses seront livrées sans délai en Afrique dans les prochains mois. Le partage de doses de vaccins précommandés est engagé via les canaux multilatéraux. C'est un acquis important, qui permettra de protéger en priorité les soignants.

Partenariats de production. Mais ce n'est pas suffisant. La politique de vaccination est la plus importante politique économique en ce moment : ses bénéfices se chiffrent en milliers de milliards de dollars, son coût en milliards. C'est l'investissement avec le plus haut rendement qui puisse être fait à court terme. Nous devons donc mobiliser des instruments innovants pour renforcer le financement de l'initiative ACT-A [dispositif lancé il y a un an pour aider les Etats pauvres, en manque de financements], afin notamment de permettre au continent africain d'atteindre le taux de couverture vaccinale défini par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), entre 60 % et 70 % de la population. Nous demandons au FMI d'expertiser l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) pour financer ce plan de lutte contre la pandémie. En outre, la déclaration de Rome du sommet mondial qui s'est tenu le 21 mai confirme que l'élément déterminant pour combattre les pandémies à venir consiste à transférer non seulement les licences, mais également le niveau d'expertise aux producteurs de vaccins des pays en développement.

Dans l'attente de la conclusion d'un accord sur la propriété intellectuelle en cours de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Afrique doit être capable de produire des vaccins utilisant la technologie à ARN mes-

sager et de conclure un accord, au sein de l'OMC, sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Grâce à l'impulsion du sommet de Paris pour les dirigeants africains, européens et financiers, qui s'est tenu le 18 mai, des partenariats de production de ce genre vont être financés et vont prendre de l'ampleur dans les mois qui viennent.

Santé, éducation et changement climatique. Le deuxième volet de cette refondation est un investissement massif dans la santé, l'éducation et la lutte contre le changement climatique. Il faut permettre à l'Afrique de sanctuariser ces dépenses sans remettre en cause les dépenses de sécurité et le financement des infrastructures, et sans retomber dans un nouveau cycle de surendettement. A court terme, malgré les brillants succès de certains pays africains dans leurs capacités d'emprunter, la ressource ne viendra pas seulement des marchés financiers privés.

Nous devons provoquer un choc de confiance au profit du continent africain. Le sommet de Paris a permis de consolider un accord en vue d'une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux à hauteur de 650 milliards de dollars, dont 33 milliards bénéficieront aux pays africains. Nous souhaitons maintenant aller au-delà, par un double engagement volontaire. D'abord celui de mobiliser pour l'Afrique une partie des DTS des autres pays bénéficiaires. Cette réallocation, via les institutions financières internationales, devrait permettre d'atteindre, comme premier pas, un premier seuil de 100 milliards de dollars au bénéfice du continent africain et d'autres pays vulnérables. Ensuite, celui de permettre à des institutions africaines d'être parties prenantes dans la manière de mobiliser ces DTS et d'ouvrir ainsi la voie à une réponse panafricaine pour soutenir la reprise économique et les progrès vers les Objectifs du développement durable de 2030. Cette innovation ouvrira la voie à une refonte de notre architecture financière internationale, faisant davantage de place aux institutions africaines.

Financer l'entrepreneuriat. Nous appelons l'ensemble des membres de la communauté internationale à rejoindre ce double engagement. Enfin, le Sommet de Paris mise sur le principal atout de l'Afrique : sa révolution entrepreneuriale. Il vise à corriger le paradoxe suivant : le secteur privé du continent, son tissu de PME et de TPE, est le principal levier pour donner un avenir aux femmes et à la jeunesse africaine du continent, mais il est prisonnier d'une économie informelle et du sous-financement. C'est pourquoi, sur la base

(suite à la page 6)

Objectif «Faim Zéro» au Togo

Le PAM va s'appuyer sur des organisations locales

Laté Pater

«En dépit des efforts du gouvernement, des organisations de la société civile et des partenaires au développement, des défis limitent encore la capacité du Togo à parvenir durablement à la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Avec un Produit intérieur brut par habitant de 690 dollars en 2019, le pays est classé à la fois parmi les pays les moins avancés et parmi ceux à faible revenu et à déficit vivrier. Si la pauvreté et la malnutrition chronique y ont reculé ces cinq dernières années, l'incidence de la faim est toujours considérée comme «grave», classant ainsi le pays à la 81ème place sur 117 selon le rapport sur l'Indice de la faim dans le monde de 2019.

Des facteurs tels que la pauvreté, la croissance démographique, la dégradation des terres et de l'environnement, ou encore les inégalités entre les sexes pour ce qui est de l'accès aux ressources empêchent la population d'accéder à la sécurité alimentaire et nutritionnelle». Cette déclaration est du Programme alimentaire mondial (PAM) au Togo.

Selon cette structure des Nations unies, l'accès limité à des aliments nutritifs est encore aggravé par le manque d'informations actualisées sur les marchés des produits agricoles, les chocs climatiques cycliques et désormais sur l'incidence économique de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Ces obstacles sont encore plus difficiles à surmonter en raison de la précarité des conditions de sécurité dans la région du Sahel, qui expose le nord du Togo au risque d'afflux de réfugiés.

En réponse aux demandes d'assistance formulées en mai 2020 par le gouvernement togolais face à la crise de la COVID-19, le PAM a planifié et exécuté une opération d'urgence limitée (LEO) de six mois (juillet à décembre 2020) qui s'inscrit dans le cadre du Plan de réponse humanitaire global COVID-19 et des activités menées par le Système des Nations unies au Togo face à la pandémie. Les résultats concluants obtenus de la mise en œuvre de cette opération d'urgence limitée seront complétés et ont permis de soutenir les activités du **Plan stratégique pays provisoire**, qui prévoit la poursuite de ces interventions face à la crise en fonction des besoins étalés de l'année en cours. Ce Plan stratégique pays provisoire, indique le PAM, a pour objectifs d'aider le Togo à mieux coordonner les efforts déployés sur le plan national pour lutter contre la faim et améliorer la nutrition, à réduire la vul-

néralité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en tenant compte de facteurs tels que l'âge et la problématique hommes-femmes, et à élaborer un programme d'action axé sur la résilience qui sera mis en œuvre une fois la crise de la COVID-19 apaisée, en préparation de l'exécution d'un plan quinquennal stratégique pays, qui devrait débuter en 2022.

S'appuyer sur des organisations locales

Suivant un avis à manifestation d'intérêt, le PAM envisage dorénavant d'identifier et d'évaluer les capacités institutionnelles et organisationnelles des Organisations Non Gouvernementales (ONG) locales ou associations afin de constituer une base de partenaires coopérants qui pourront assurer la mise en œuvre efficace des activités de terrain des projets du PAM dans chacune des cinq (05) régions économiques (Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes) du Togo. L'objectif poursuivi est de constituer une base de données de partenaires coopérants (associations ou ONG locales), selon leurs capacités institutionnelles et leur domaine d'intervention, afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des activités de terrain du PAM dans chacune des cinq (05) régions économiques du pays. De manière spécifique, il s'agira de : répertorier les associations/ONG locales dans chaque région économique du Togo ; identifier leur domaine d'intervention ; évaluer leurs capacités institutionnelles et organisationnelles pour les réponses d'urgence humanitaire ou de développement.

Plan stratégique pays provisoire

Il est souligné que le Plan stratégique pays provisoire en cours de mise en œuvre est aligné sur les trois axes stratégiques définis dans le Plan National de Développement (PND 2018-2022) et sur les priorités 1, 2, 3 et 4 du Plan-cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (2019-2023). Il vise à améliorer les capacités nationales d'intervention face aux crises et à engager durablement les populations touchées sur la voie d'une résilience et d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle accrues grâce à l'obtention de trois effets directs stratégiques : **Effet direct stratégique 1** : Les populations touchées par une crise dans les zones ciblées sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après la crise. **Effet direct stratégique 2** : Les communautés ciblées au Togo, notamment les petits exploitants agricoles, disposent de systèmes alimentaires efficaces, équi-

tables, inclusifs et assurant une nutrition adéquate. **Effet direct stratégique 3** : Les partenaires de l'action humanitaire et du développement au Togo ont accès à des services communs pendant toute la durée des crises.

Les principaux objectifs de ce Plan stratégique pays provisoire sont ainsi libellés : (i) fournir un appui institutionnel au gouvernement togolais en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et (ii) renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Bien qu'il se concentre spécifiquement sur les objectifs de développement durable 2 et 17, le Plan stratégique pays provisoire contribue également à la réalisation des Objectifs de développement durable 1 (pauvreté), 3 (santé), 4 (éducation) et 5 (égalité des sexes et autonomisation des femmes). «Afin de pouvoir atteindre ses objectifs, il est important pour le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) au Togo de nouer des partenariats solides et efficaces avec des Organisations de la société civile (OSC) et/ou des associations qui vont servir de relais dans la mise en œuvre effective de ses activités sur le terrain. Ce partenariat reposera sur des principes de responsabilité, de redevabilité et de transparence pour la réalisation des droits des populations cibles dans un environnement qui respecte leur intégrité et leur dignité», affirme l'institution onusienne.

Le nombre de personnes vulnérables qui courent un risque d'insécurité alimentaire en raison de la pandémie mondiale de COVID-19 augmente de jour en jour, fait remarquer le PAM. Au Togo, il soutient le gouvernement en renforçant les programmes qui permettent un soutien alimentaire et nutritionnel adéquat à 252 000 personnes touchées par la COVID-19 dans les cinq régions économiques du pays. Il continue d'appuyer les initiatives nationales sur l'alimentation scolaire pour une approche plus intégrée et des repas scolaires nutritifs et diversifiés. Le PAM au Togo gère également un flux sans précédent de denrées alimentaires, en appui à l'urgence régionale de niveau classé 3 au Sahel (Burkina Faso, Niger et Mali). Pour remplir sa mission de lutte contre la faim dans le monde, le soutien du PAM au gouvernement togolais prend en compte l'assistance technique et la promotion de mécanismes de renforcement des capacités en réponse aux défis de la faim et d'autres formes de vulnérabilités.

FOOTBALL/ARBITRAGE

La FTF recycle ses arbitres avant les dernières empoignées

Dans la perspective de la reprise du championnat national de football de première division le 13 juin prochain, les arbitres et arbitres assistants fédéraux parmi lesquels des arbitres internationaux de la FIFA étaient en stage de recyclage à Lomé, le 5 juin dernier.

Hervé A.

Initié par la Fédération Togolaise de Football (FTF) à travers son département de l'Arbitrage, le stage a connu un grand succès. Les cours étaient dirigés par les instructeurs Komi Konyoh, Kokou N'talé, Claude Kokou Djaoupé, Aïssata Amegee, Assibi Tchatakora, Chérif Bana, et Antoine Kossi Sedzro, sous la supervision de Latré-Kayi Lawson-Hogban, instructeur d'arbitres de la CAF et de la FIFA.

Les formateurs ont soumis les arbitres à la révision des lois du jeu et à des exercices pratiques sur le terrain. Pas moins de 80 arbitres ont participé ce weekend à ces cours.

"Un accent particulier a été mis sur le hors-jeu et la concentration au niveau des arbitres assistants. Nous avons répété les mêmes choses mais avec différents exercices", a indiqué Latré-Kayi Lawson-Hogban, responsable du département de l'arbitrage à la FTF. J'ai vu des arbitres qui ont faim d'apprendre.



férents exercices", a indiqué Latré-Kayi Lawson-Hogban, responsable du département de l'arbitrage à la FTF. J'ai vu des arbitres qui ont faim d'apprendre.

tement de l'arbitrage à la FTF. J'ai vu des arbitres qui ont faim d'apprendre.

Ces participants sont tous repartis satisfaits à la fin de la formation. Nous osons croire qu'ils vont mettre en pratique tout ce qu'ils ont appris durant ces deux jours.

La formation qui visait le renforcement de capacités techniques et intellectuelles à quelques jours de la reprise des championnats nationaux, vient donner un appui aux arbitres qui interviennent en première division.

Rappelons que le calendrier du championnat national de football de première division a été réaménagé en raison de la fenêtre internationale FIFA du mois de juin au cours de laquelle certains joueurs locaux sont en stage avec l'équipe nationale.

La D1 reprend le dimanche 13 juin prochain avec la 13ème et avant dernière journée de la phase de groupe.

BREVES

Djene : "Ne pas tomber dans l'euphorie"

Après une première rencontre réussie pour le compte du stage de la Turquie comptant pour les matches internationaux amicaux des Journées FIFA, samedi dernier face à la Guinée battue 2-0, les Eperviers du Togolais rechaussent les crampons aujourd'hui pour leur seconde rencontre test sous la conduite du coach intérimaire, Jonas Komla.

Face aux Gambiens, qualifiés pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations tout comme la Guinée, la tâche ne sera pas facile pour rapaces togolais et ils se montrent très prudents. "Nous n'allons pas tomber dans l'euphorie comme le Coach l'a dit. Mais nous allons nous concentrer pour mieux aborder le second match. C'est un nouveau départ pour nous. L'équipe est solidaire, compacte et comme on l'a fait au premier match, on va essayer de redoubler d'efforts, travailler plus et respecter les consignes du coach", a laissé entendre Djene Dakonam, le Capitaine des Eperviers.

Pour ce second match, les Togolais seront privés du milieu de terrain Bebou Ihlhas. Le joueur d'Hoffenheim a quitté le regroupement de l'équipe nationale à Antalya, dimanche après avoir participé au dégrassage et au déjeuner avec ses coéquipiers.

Bebou Ihlhas a obtenu l'autorisation du staff de quitter le stage en raison des contraintes liées au protocole Covid-19 en Allemagne. "Ihlhas doit déjà observer une quarantaine d'une semaine à son retour avant de prétendre profiter du reste de ses vacances. Vu le calendrier serré avec la reprise, l'autorisation lui a été accordée de quitter le groupe avant la fin. Tout en le remerciant et le félicitant pour son match jugé satisfaisant face à la Guinée", a indiqué Jonas Komla, le sélectionneur par intérim.

Les podiums à l'heure de la durabilité

Parfait timing. Les organisateurs des Jeux de Tokyo ont profité du passage à J - 50 de l'ouverture de l'événement, jeudi 3 juin, pour dévoiler le décorum des cérémonies de médailles. Comme annoncé, il sera marqué par la volonté de respecter l'environnement. Les podiums, conçus par l'artiste Asao Tokolo, ont été fabriqués à partir de déchets plastiques.

Pas moins de 24,5 tonnes de plastique recyclé - l'équivalent de 400 000 bouteilles de détergent - ont été recueillies pour créer les 98 podiums. Les symboles brillants intégrés aux podiums ont également été fabriqués à partir de déchets, avec de l'aluminium provenant de maisons provisoires construites dans les régions touchées par le tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Pour le reste, le design du podium s'inspire des motifs traditionnels japonais en damier, utilisés par Asao Tokolo pour créer l'emblème des Jeux de Tokyo. Les tenues des 500 bénévoles qui participeront aux 878 cérémonies de remise des médailles (339 aux Jeux olympiques, 539 aux Jeux Paralympiques) sont de couleur bleu indigo, l'une des couleurs de base des Jeux. Quant à la musique officielle des cérémonies, elle est l'œuvre du compositeur japonais Naoki Sato, connu au Japon pour ses bandes originales de films.

BOXE

Le combat entre Mayweather et Logan Paul ne restera pas dans les annales

L'ex-star des ring Floyd Mayweather a logiquement dominé le Youtubeur Jake Paul mais ne l'a pas mis KO comme tout le monde s'y attendait, dimanche à Miami, dans ce qui était un piètre combat exhibition.

Invaincu en 50 combats officiels, Mayweather n'a pas été désigné vainqueur, en vertu d'un règlement ubuesque autorisant par ailleurs le KO. Sanction qu'il n'a pu infliger à son jeune adversaire de 26 ans, tout content d'avoir tenu sur ses deux jambes jusqu'au bout des huit rounds. Il fallait le voir arborer son sourire narquois derrière le dentier, et oser faire la fameuse manivelle du bras chère à Mohamed Ali, quand celui-ci faisait le show.

Après deux rounds sans prendre la peine de lancer plus de trois coups à Paul, qui s'est au contraire jeté sur lui, notamment lors des dix dernières secondes de la première reprise en assénant des gauches droites bloqués par ses gants, Mayweather a enfin débuté le combat. Ses crochets du gauche et ses piqués de jab du droit ont touché assez facilement son jeune adversaire, bien plus grand et plus lourd, et qui lui rend 18 ans. Au final, 40% des coups envoyés ont trouvé leur cible, contre 13% pour Paul.

Dans ce combat, pendant lequel les deux hommes se sont souvent accrochés, Mayweather a un peu ressemblé à un chat jouant avec une balle. Et logiquement, l'idée ne fut pas d'en finir mais de faire durer le plaisir, au grand dam des spectateurs d'un Hard Rock Stadium bien déserté par ailleurs.



spectateurs d'un Hard Rock Stadium bien déserté par ailleurs.

"C'est l'un des plus grands moments de ma vie. Je suis heureux. C'était un honneur de monter sur le ring avec lui", a réagi à chaud Paul qui fut tout de même

au bord de l'écroulement de fatigue à la fin du 5e round. N'a-t-il pas pu ou voulu en finir avec le Youtuber ? "Il était bien meilleur que je ne le pensais", a assuré Mayweather après coup.



COMMUNIQUÉ

Chers clients,

Dans le souci d'améliorer la qualité de ses prestations de services, TOGOCOM informe son aimable clientèle qu'elle effectuera des travaux de maintenance sur une partie de son réseau fixe.

À cet effet, la fourniture des services (voix, Internet, transmission de données) connaîtra des perturbations les samedi 05 et dimanche 06 juin 2021, puis le samedi 12 juin 2021 de 8h à 18h. Les zones concernées sont les quartiers Baguida, Lomé-Port et leurs environs.

TOGOCOM tient à présenter, à l'avance, ses excuses aux clients impactés et leur recommande de prendre leurs dispositions afin de minimiser les éventuels désagréments.

TOGOCOM vous remercie pour votre confiance et votre bonne compréhension.

L'équipe TOGOCOM.

Dettes publiques / A fin 2019

Ce que le Togo et ses voisins de l'UEMOA doivent à la France

Jean AFOLABI

Le stock global de la dette des huit pays de l'UEMOA – Union économique et monétaire ouest africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) – envers la France à fin 2019 s'est élevé à 2 684 millions d'euros, environ 1 760 milliards FCFA. Ce zoom sur une partie des emprunts des pays de cette union économique découle d'un rapport, publié ce 26 mai par le Trésor français, recensant l'encours de créance de la France sur les Etats étrangers (hors intérêt de retard) à la période considérée.

Ce rapport, cité par des sources boursières, prend en compte

l'encours des créances détenues directement par l'Etat français de même que celles des structures financières telles que l'Agence française de développement, BPI Assurance Export et Natixis pour le compte de la France. Ces encours prennent en compte les aides publiques au développement et celles de nature commerciale. Les apports financiers sous forme de dons, quant à eux, ne sont pas inclus.

Si le total de l'encours de créances de la France sur l'ensemble des Etats étrangers s'élève à environ 46,7 milliards d'euros, soit près de 30 633 milliards FCFA à fin 2019, celui sur les pays de l'UEMOA qui se chiffre à 2 684 millions d'euros en représente

5,75%. La Côte d'Ivoire avec 1 279 millions d'euros, environ 839 milliards FCFA, détenait près de la moitié (48%) du volume global de la dette que devait l'UEMOA à la France en 2019. Le Sénégal, quant à lui, affichait à son compteur 908 millions d'euros, près de 595 milliards, soit 34%. Les 18% autres de cette dette se répartissaient entre le Burkina Faso (202 millions d'euros, environ 133 milliards), le Mali (167 millions d'euros, environ 109 milliards), le Niger (102 millions d'euros, environ 67 milliards), le Bénin (24 millions d'euros environ 16 milliards) et le Togo (près d'1 million d'euros estimé à environ 1 milliard FCFA).

Gestion durable des déchets / Plan stratégique 2021-2025

La BOAD appuie les Communes de la ville de Lomé

Jean AFOLABI

Contribuer à l'amélioration de la gestion des déchets dans la ville de Lomé et à la protection de l'environnement urbain par le renforcement des systèmes de collecte et de tri des déchets (solides, liquides, biomédicaux, etc.) et de recyclage. C'est, entre autres, l'ambition de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), institution commune de financement du développement des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) basée à Lomé. Une ambition déclinée dans son Plan stratégique couvrant la période 2021-2025. Avec pour objectif, notamment la recherche de résultats de

disposition au titre d'un appel à projet. Plus spécifiquement, la Banque envisage, pour la ville de Lomé : (1) Renforcer les systèmes de collecte des déchets existants. Dans ce domaine, les actions prioritaires sont celles : Visant à organiser et à professionnaliser les collecteurs des déchets; Contribuant au renforcement des capacités organisationnelles, techniques et matérielles des collecteurs des déchets ainsi que les conditions de collecte, de tri et de traitement des déchets; Ciblant l'amélioration des dispositifs de collecte; Contribuant au recyclage des déchets. Et (2) Améliorer l'hygiène et la salubrité. Dans ce domaine-ci, les actions prioritaires sont celles : Ciblant la promotion de l'hygiène et de la salubrité; Visant la protection et la préservation de l'environnement;

nements sains grâce à un renforcement durable de ses interventions dans les domaines de l'environnement et de l'assainissement.

Le demandeur, dans le cadre de cet appel à projet, doit satisfaire aux conditions suivantes pour prétendre à une subvention : y être une personne morale et y appartenir à la/une des catégorie(s) suivante(s) : acteurs non étatiques, autorités locales, opérateurs du secteur public, et y avoir la nationalité d'un pays de l'UEMOA et/ou de l'Union européenne et/ou d'un pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et, y être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action et ne pas se limiter à un rôle d'intermédiaire.

La date limite de soumission des demandes est fixée au **30 juillet 2021**. Une session d'information virtuelle relative à cet appel à projets sera organisée le 30 juin 2021.

À Lomé, de l'avis de l'Agence française de développement (AFD), les pratiques en matière de gestion des déchets ne sont pas encore bien maîtrisées, alors même que la production de déchets augmente. C'est pourquoi un partenariat entre l'AFD, l'Union européenne et la BOAD a soutenu la création d'un Centre d'enfouissement technique (CET) à Aképé, environ 25 km à la sortie nord-ouest de la capitale. D'un montant total de 21,2 millions d'euros, le projet est financé à hauteur de 10% par la Délégation spéciale de la ville de Lomé (10%), l'AFD (14%), l'UE (33% – sur fonds délégués à l'AFD) et la BOAD (43%). L'objectif : consolider la filière de gestion des déchets solides urbains et ainsi éliminer la création des dépotoirs sauvages.

Contribuant aux changements comportementaux portant sur la salubrité et l'hygiène.

D'une manière générale, en cohérence avec les orientations et les objectifs de ce Plan 2021-2025, la Banque souhaite créer des conditions favorables pour un développement économique fondé, entre autres, sur la création d'environ-



développement en termes de création d'emplois, d'infrastructures de transport pour faciliter le déplacement des personnes et de biens, de facilitation de l'accès à la nourriture via la production agricole et d'augmentation des capacités de production énergétique.

A cet effet, une enveloppe de 50 millions de francs Cfa est mise à

Pour dénombrer sa population / Après 2010

Le Ghana se prépare à un recensement 100% numérique

Jean AFOLABI

Le président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a lancé le 28 mai dernier le compte à rebours du recensement national prévu le 27 juin prochain et qui sera entièrement numérique pour la première fois dans l'histoire de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Précisant que cette opération de collecte et de transfert de données se fera au besoin de tablettes électroniques et d'Internet, permettant de garantir une fourniture de résultats

de haute qualité et plus rapides afin de soutenir le processus décisionnel.

«*Mon gouvernement reste attaché à une planification et à une prise de décision fondées sur des données dans toutes les sphères de notre développement. Nous utiliserons les données de ce recensement comme nous l'avons fait pour les précédents afin d'évaluer dans quelle mesure nous avons progressé dans notre programme de développement national*», a dit M. Akufo-Addo cité par

Chine nouvelle.

Samuel Kobina Ananim, directeur du Service statistique du Ghana, en charge de collecter et de rassembler les données nationales, a assuré que tout était prêt pour un recensement réussi car, tout le personnel a été formé et tout le matériel sera livré aux 272 districts statistiques. Le Ghana a effectué son dernier recensement en 2010, lequel avait alors déterminé que la population du pays était de 24,6 millions d'habitants.

LIMITES DES MECANISMES DEPOSES A L'INTERNATIONAL

Covid-19: la tribune cosignée par Faure Gnassingbé

(suite de la page 4)

des engagements pris au sommet de Paris, il faut maintenant prioriser l'accès au financement de l'entrepreneuriat africain, en ciblant tout spécifiquement les phases les plus cruciales comme celles de l'amorçage des projets.

Le but du Sommet de Paris a consisté à parvenir à un accord sur

quatre objectifs : l'accès universel aux vaccins contre le Covid-19, notamment par leur production en Afrique, le renforcement des institutions panafricaines et des postes au sein d'une nouvelle architecture financière internationale, une relance des investissements publics et privés, et un soutien en faveur du financement à grande échelle du

secteur privé africain.

Notre tâche dans les mois qui viennent va consister à faire progresser ces objectifs dans les enceintes internationales, ainsi que dans le cadre du prochain mandat de six mois de la France à la présidence du Conseil de l'Union européenne.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Commission chargée du Suivi de l'Exécution du Contrat Etat Togolais-SICPA S.A

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs**, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1^{er} juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des Finances



Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale



Kodjo ADEDZE

Dans les Savanes

Etonam Sossou

L'Antenne régionale de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) Savanes, a démarré depuis le 01^{er} juin 2021, l'opération de déparasitage des écoliers des établissements

publics bénéficiaires des cantines scolaires. Mis en œuvre dans le cadre des projets «*Filets sociaux et service de bases (Fsb)*» et «*Santé, transformation et apprentissage pour une réussite scolaire*» (STARS) du Catholic Relief Services - Bureau Togo (CRS-

BT), cette opération cible les écoliers, les mamans cantines, le corps enseignant, et est menée en étroite collaboration avec la direction régionale de l'éducation et la direction régionale de la santé Savanes, sur une période de deux semaines.

Elle consiste à administrer des comprimés d'Albendazole aux bénéficiaires, pour contribuer au maintien de la santé nutritionnelle d'environ 48 037 écoliers issus des 157 écoles primaires concernées par les cantines scolaires dont 87 de la CRS-BT dans la région des Savanes. Le déparasitage a également pour objectif d'amélioration non seulement l'état nutritionnel des écoliers des zones pau-

vres mais aussi les indicateurs scolaires.

Outre le déparasitage, les agents de santé, profitent de l'occasion une fois sur les sites, d'informer et sensibiliser les écoliers, les parents d'élèves, les communautés bénéficiaires ainsi que les acteurs de mise en œuvre des cantines sur les bonnes pratiques à adopter en vue de réduire les risques de contamination. Cette opération reçoit

chaque année l'appui financier de la Banque mondiale.

Pour rappel, les cantines scolaires sont mises en œuvre dans 317 écoles primaires publiques du Togo afin d'accroître l'accès des enfants des Communautés les plus pauvres à des repas réguliers, dans l'optique d'améliorer le taux de fréquentation et de rétention dans les écoles des zones vulnérables.

Restauration hors domicile

Ces risques auxquels sont exposés le consommateur

Les mets sont mis en consommation, voire consommés sans aucun respect des règles d'hygiène les plus élémentaires, et cela, au vu et au su de tous.

On a l'impression que ces restaurants situés aux abords de nos voies sont issus d'une autre époque. Il faut manger vite et partir vite : on ne sait jamais. Ici, on sert des plats de toutes sortes qu'on consomme sous le bruit des véhicules, la poussière et les points d'ordures. Pourtant, les clients sont toujours de plus en plus nombreux à s'y restaurer midi, soir et même la nuit. Les tarifs très attractifs de ces « restos du cœur » charrient chaque jour de nouveaux clients. Auparavant, ces lieux étaient bondés de charretiers, de porteurs de bagages et autres commençants ambulants. Aujourd'hui, la restauration « fast food » (nourriture rapide) attire des consommateurs de tout genre : stagiaires d'entreprise, cadres, apprentis, chauffeurs de taxi..., bref toutes les couches sociales s'y précipitent pour se restaurer à moindre frais. Ces restaurants ont pignon sur rue dans les quartiers de Lomé. En effet, sans eux, comment pourrait se nourrir ce nombre incalculable de citadins sans le sou?

Adzo et Justine gagnent leur vie en improvisant, chaque midi, un restaurant de rue aux alentours d'un hôtel de la place. Elles nourrissent en moyenne 100 clients en proposant de petits plats de riz et «*d'akoumè*» à

150, 200 et 300 FCFA. Les sauces sont connues des habitués : sauce arachides, sauce «*adémè*», ou tomate avec du poisson ou de la viande. «Ce n'est pas parce que la nourriture est moins chère qu'elle est de mauvaise qualité. Si vous ne faites pas bien la cuisine, vous perdez

vos clients. C'est vrai qu'avec ce qu'on gagne, tout n'est pas donné sur le marché au niveau des denrées. Mais on joue sur la quantité en fonction de la bourse du client», souligne Justine. Tous les jours, les deux femmes se lèvent à 6 h du matin et finissent de cuisiner à 11 h. C'est dire que les plats sont servis fumants au resto. Généralement, elles finissent le service à 14h ou entre 16 et 17h quand les clients se font désirer. Dans ce cas, il faudra réchauffer les plats. La plupart des clients semblent satisfaits. «La majorité des femmes chez lesquelles je mange font bien la cuisine : si c'est mauvais, personne ne viendrait, je pense ! Le seul problème, c'est la proximité de la route avec la poussière et les mouches, à cause des ordures», soutient Laurent, un diplômé sans emploi.

Contrairement aux habitués des restos de rue, certains trouvent qu'il est difficile de s'arrêter devant ces plats, encore moins les manger. La qualité et surtout le manque d'hygiène découragent les estomacs les plus affamés. «*Madame, regardez vous-même. Ce n'est pas possible de manger ici !*», s'indigne Komi, un chauff-

leur de taxi en nous montrant une poubelle. Selon lui, les autorités doivent interdire ces restaurants de rue, mais, les professionnels de la santé, eux, préfèrent garder le silence. «*Les restaurants de rue rendent d'énormes services aux consommateurs. Mais je pense qu'il faut penser d'abord à la santé. La proximité des bouches d'évacuation, cariveaux et poubelles est dangereuse pour le client car les mouches sont de puissants vecteurs de maladies typhiques*», soutient Anne, une infirmière nutritionniste.

La restauratrice Sidonie entend bien toutes ces critiques, mais elle demande aussi à être entendue : «*Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous vendons à manger au bord de cette route. Mais que pouvons-nous faire ? Pour éviter de mettre nos clients en danger, nous couvrons nos plats et maintenons nos espaces propres*». «*Il faut vivre pour manger et non manger pour vivre*», dit-on. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faut manger tout ce qui s'offre à nous. Pourtant, il n'est pas rare de voir des vendeuses de pain, de beignet et autres exposer leurs marchandises à l'air libre et sans couverture. Ce qui rend malades ceux qui en consomment. Une veille permanente des organisations de défense de consommateurs et autres structures impliquées permettrait d'éviter les désagréments liés à ce manque d'hygiène. La santé n'a pas de prix, mais un coût. Alors prudence !!!

Covid19/Afrique

La menace d'une 3^{ème} vague inquiète l'OMS

Selon l'Organisation Mondiale pour la Santé (OMS) au cours des deux dernières semaines, l'Afrique a enregistré une hausse de 20 % des nouveaux cas de COVID-19, en comparaison avec la quinzaine précédente. La pandémie progresse dans 14 pays et, au cours de la seule semaine précédente, huit pays ont observé une augmentation subite de plus de 30 % du nombre de nouveaux cas. Cette augmentation survient alors que les expéditions de vaccins contre la COVID-19 continuent de se raréfier. Le Burkina Faso a reçu cette semaine 115 000 doses fournies par le Mécanisme COVAX. De leur côté, le Rwanda et le Togo ont chacun reçu environ 100 000 doses du vaccin Pfizer. «*La menace d'une troisième vague est réelle et grandissante. Notre priorité est claire : il est essentiel de rapidement vacciner les Africains les plus exposés au risque de tomber gravement malade et de mourir de la COVID-19*», a déclaré Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

«*Alors que de nombreux pays en-dehors de l'Afrique ont désormais vacciné leurs groupes à haut risque et sont même en mesure d'envisager de vacciner leurs enfants, les pays africains ne peuvent pas administrer les deuxièmes doses à leurs groupes à haut risque. J'appelle les pays qui ont atteint une couverture vaccinale significative à rendre des doses disponibles et à faire en sorte que les Africains vulnérables n'aient pas besoin de soins intensifs*». Au total, 48,6 millions de doses ont été reçues et 31,4 millions de doses ont été administrées dans 50 pays. En Afrique, environ 2 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, alors que 24 % de la population mondiale a été vaccinée.

Une enquête de l'OMS menée en mai montre que dans beaucoup de pays africains, les équipements et le personnel de santé, essentiels requis pour prendre en charge les patients gravement malades de la COVID-19 sont largement insuffisants pour répondre aux besoins. Sur les 23 pays qui ont participé à l'enquête, la plupart ont moins

d'un lit en unité de soins intensifs pour 100 000 habitants et devront en augmenter le nombre de 2500 % à 3000 % pour répondre aux besoins pendant une forte hausse des cas. Dans les pays qui ont fourni des informations sur les ventilateurs, seul un tiers des lits en unités de soins intensifs est équipé de ventilateurs mécaniques. Les pays à revenu élevé tels que l'Allemagne, le Luxembourg ou les États-Unis d'Amérique, qui ont pu faire face à de fortes hausses du nombre de cas de COVID-19, disposent de plus de 25 lits pour 100 000 habitants. «*De nombreux hôpitaux et de cliniques en Afrique sont loin d'être prêts à affronter une augmentation drastique du nombre de patients gravement malades. Nous devons mieux équiper notre personnel hospitalier et médical afin d'éviter les pires effets d'une augmentation incontrôlée du nombre de cas*», a déclaré Dr Moeti. «*Le traitement constitue la dernière ligne de défense contre ce virus et nous ne pouvons pas nous permettre qu'elle tombe*».

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°649 de LOTO KADOO du 28 Mai 2021

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 647^è tirage de **LOTO KADOO** avec bonus. Lors du précédent tirage de **LOTO KADOO**, C'est à LOME, KPALIME, NOTSE et ANIE que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à **1.000.000F CFA** qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

A **LOME**, nous avons dénombré **trois lots de 1.250.000F CFA** gagnés sur le point de vente **90143** et un **gros lot de 2.500.000F CFA** enregistré sur le point de vente **30028**.

A **KPALIME**, c'est un **lot de 1.000.000F CFA** qui a été gagné sur le point de vente **40026**.

A **NOTSE**, c'est un **gros lot de 1.250.000F CFA** qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès des l'opérateur **20233**.

A **ANIE**, la LONATO a enregistré un **lot de 1.000.000F CFA** gagné sur le point de vente **20421**.

La remise des lots se fera à **LOME** au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°650 de LOTO KADOO du 04 Juin 2021

Numéro de base

Numéros bonus

90 88 89 58 51 **48 07**

LOTO SAM

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°205 DE LOTO Sam du 29 Mai 2021

Le tirage **N°206** du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 05 Juin 2021 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, des gros lots ont été enregistrés à **LOME**, **TABLIGBO** et à **SOKODE**. Dans les autres villes du pays sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont été enregistrés.

Ainsi à **LOME**, la LONATO a enregistré un **lot de 1.000.000F CFA** remporté auprès de l'opérateur, **50439**.

A **TABLIGBO**, c'est un **gros lot de 2.000.000F CFA** qui a fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance sur le point de vente **80023**.

A **SOKODE**, c'est un **gros lot de 1.500.000F CFA** qui a été gagné auprès de l'opérateur **10233**.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°206 de LOTO SAM du 05 Juin 2021

Numéro de base

54 57 45 43 23



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lomé (Togo), le 03 juin 2021

SIGNATURE DE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET ECOBOX

Le GROUPE TOGOCOM et AFRICA GLOBAL RECYCLING ont signé ce jour une convention de partenariat pour la mise en œuvre d'un projet dénommé ECOBOX. Les deux entreprises amorcent ainsi un programme triennal destiné à encourager les bonnes pratiques pour un meilleur cadre de vie des populations tout en participant également à l'employabilité des jeunes.

ECOBX, UN PROJET DE RECYCLAGE INEDIT

Préoccupé par le problème d'insalubrité et de gestion des déchets au Togo, le groupe TOGOCOM et son partenaire AFRICA GLOBAL RECYCLING veulent démarrer la phase pilote du projet à Aného. Au total, 3 ECOBOX seront implantés dans la Commune des Lacs 1 avec 3 éco-collecteurs embauchés et bénéficiant d'une assurance santé. Ils seront chargés de la gestion des activités inhérentes au projet. D'autres villes et communes du Togo pourraient être les prochaines cibles dans les années à venir.

Le projet ECOBOX s'établit autour de 3 points :

- **Récupération et rachat de déchets recyclables auprès des populations et acteurs de l'informel.**
- **Accompagnement de jeunes à l'entrepreneuriat vert et au développement local des communes.**
- **Installation de nouveaux types de points de vente des produits et services TMONEY.**

Selon le Directeur Général de TOGOCOM, Monsieur **Paulin ALAZARD**, « A travers ce projet, le GROUPE TOGOCOM se positionne comme pionnier dans le domaine et réaffirme son engagement à œuvrer pour le développement durable, la salubrité de nos villes, la lutte contre la pollution et l'entrepreneuriat vert au Togo ».

ENSEMBLE POUR DES OBJECTIFS COMMUNS

En s'associant au GROUPE AFRICA GLOBAL RECYCLING (AGR), TOGOCOM fait appel à un expert dans le domaine du recyclage. La collaboration entre ces deux entreprises vise 3 objectifs majeurs :

- **Encourager le tri sélectif dans les ménages ainsi que la collecte de matières recyclables dans les rues et espaces de vie.**
- **Développer ECOBOX dans différentes communes et villes du Togo dans une démarche complémentaire et de valorisation des déchets.**
- **Intégrer la digitalisation dans le processus de gestion et de valorisation des déchets.**



 À propos de Togocom	Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région ouest africaine, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.
 À propos de AGR	L'entreprise Africa Global Recycling (AGR) a été créée en 2013 à Lomé. Elle est la première entreprise en Afrique de l'ouest à avoir industrialisé tout le processus de la chaîne de gestion et de valorisation des déchets recyclables. AGR se positionne sur une offre de valeur structurée autour de trois pôles : L'ingénierie de gestion durable des déchets autour de l'innovation économique et sociale à destination des différents écosystèmes de l'économie locale ; L'industrie de la valorisation des déchets recyclables avec l'exploitation d'un centre de tri multi-filières pour une production de 2000 Tonnes/an ; Le négoce des déchets recyclables et des matières premières secondaires sur un marché local, régional et international dans les filières plasturgistes, papetières, verrières, métallurgistes et de l'énergie.